



Réforme des conditions-cadre d'investissement en Ukraine 2012–2015

Le projet permet de renforcer la compétitivité de l'Ukraine et de favoriser sa diversification commerciale. Il vise à simplifier le régime de réglementation applicable aux PME, à alléger la bureaucratie, à améliorer la transparence et à réduire la corruption.

La compétitivité de l'Ukraine est toujours limitée par une réglementation excessive profondément implantée. Des contrôles inutiles ou aléatoires, des procédures d'importation ou de déclaration et des exigences superflues ou une documentation excessive pour l'obtention des permis ou des licences sont encore monnaie courante et constituent une entrave considérable pour les PME. De plus, il existe un décalage entre l'adoption des lois et leur mise en œuvre, notamment en ce qui concerne les normes de sécurité alimentaire.

Objectif général

Le projet a pour objectif d'améliorer la compétitivité du secteur privé de l'Ukraine, en particulier des PME et de l'industrie agricole, et de mieux intégrer l'économie ukrainienne dans les marchés régionaux et mondiaux. A cette fin, il vise à générer des économies considérables pour le secteur privé en matière de mise en conformité et à renforcer les normes de sécurité alimentaire, afin d'améliorer l'accès aux marchés d'exportation régionaux ou mondiaux. Il s'attachera aussi à permettre aux PME de lutter à armes égales et contribuera à réduire la corruption grâce à des procédures moins nombreuses et moins onéreuses.

Buts visés

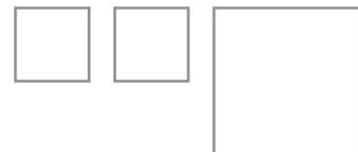
- Amélioration ou élimination des procédures, des politiques d'entreprise, des pratiques et des normes recommandées, ce qui engendre des économies induites par l'allègement administratif.
- Application des lois, des règlements, des amendements, des codes et des politiques gouvernementales qui permettent d'alléger la charge administrative des entreprises

Principaux résultats

- Rédaction de rapports (études d'évaluation, p. ex.), réalisation d'enquêtes et préparation de manuels dans le cadre de l'allègement administratif
- Organisation d'ateliers, de cours de formation, de séminaires et de conférences visant à réduire les coûts administratifs

Résultats jusqu'à fin avril 2015

Jusqu'à fin avril 2015, le projet a permis à l'industrie agricole de réaliser des économies annuelles de plus de 100 millions de dollars et d'accéder à de nouveaux marchés à l'étranger. Ces résultats ont été obtenus en i) supprimant plusieurs exigences superflues concernant le contrôle des machines agricoles et la déclaration de contrats d'exportation de produits agricoles, et en supprimant l'obligation d'obtenir un permis d'importation pour chaque lot de produits phytosanitaires, ii) remplaçant le système obligatoire de certification de la qualité des céréales et des silos à grains par un système



volontaire, ce qui permet à l'industrie agricole de réaliser des économies de 63,3 millions de dollars par an, soit environ 1 dollar par tonne de céréales, iii) adoptant la loi sur la sécurité alimentaire, une loi exhaustive qui introduit les principes de responsabilité du producteur et de traçabilité comme conditions préalables importantes à l'exportation, iv) améliorant les contrôles de sécurité alimentaire, ce qui a notamment été bénéfique au secteur avicole. Celui-ci a ainsi pu accroître de 80 % les exportations de volaille ukrainienne en 2013 par rapport à l'année précédente.

Sommaire	
Objectif	Renforcer la compétitivité du secteur privé de l'Ukraine
Activités	<ul style="list-style-type: none">- Déréglementation : examen des licences et des permis, suivi d'un processus de révision et d'amélioration des licences et des permis existants- Inspections : préparation d'une nouvelle loi relative aux inspections, réduction du nombre d'inspections et de services d'inspections et amélioration de leur transparence.- Sécurité alimentaire : contribution à la création d'un système de sécurité alimentaire cohérent dans le pays
Thème	Environnement favorable aux entreprises
Groupe cible	Les PME et l'industrie agricole en Ukraine
Pays	Ukraine
Coûts	Coût total du projet : 3,0 millions de dollars Contribution suisse : 3,0 millions de dollars
Partenaire	Société financière internationale (SFI)
Responsable de la mise en œuvre du projet	Société financière internationale (SFI)
Situation / contexte	Les règlements inadaptés et inutiles engendrent des coûts de mise en conformité élevés et restreignent la compétitivité de l'Ukraine
Durée	2012 à 2015
But	Simplifier le régime de réglementation de l'Ukraine, en particulier pour les PME et l'industrie agricole, alléger la bureaucratie, améliorer la transparence et réduire la corruption